Du refus du « débat » à l'organisation du combat

Publié le 23 janvier 2019 par Admin

Par Daniel Gluckstein .

Macron y met les grands moyens : pas une chaîne de télévision, pas un journal qui ne nous assène images et articles consacrés au « grand débat national ».

Ici, des centaines de maires soigneusement triés se pressent sagement autour du président. Là, Faure (Parti socialiste), Roussel (Parti communiste), Wauquiez (Les Républicains), Le Pen (Rassemblement national) se portent candidats à y participer.

Ailleurs, Mélenchon dénonce « *un grand bla-bla* » pour conclure, brandissant son programme de l'élection présidentielle : « *Je ne rejette pas le débat. Ma contribution, la voilà.* » Quant aux multiples représentations des gilets jaunes, de plus en plus émietées... chacune revendique (et obtient souvent) son débat, qui avec un ministre, qui avec un député...

Pour Macron, l'important est que tous participent. Peu importe ce qu'ils disent : qu'ils débattent, et même qu'ils débattent du débat... de toute façon, il n'a nullement l'intention d'infléchir sa politique.

Du côté des confédérations syndicales, les choses se sont clarifiées depuis que les secrétaires généraux de la CGT et de la CGT-FO ont fait connaître leur refus*. Peut-on s'en tenir là ? On sait que le contraire d'une position fautive n'est pas nécessairement une position juste. Du point de vue de la classe ouvrière, il est juste de refuser toute participation à la mascarade du gouvernement. Mais là où Macron et ses divers soutiens prétendent, comme pour les jeux Olympiques, que l'essentiel est de participer, les travailleurs peuvent-ils se contenter d'une formule du type : « L'essentiel est de ne pas participer » ?

Refuser de débattre avec Macron, c'est bien. Le combattre, c'est mieux.

Ce 20 janvier, *Le Journal du dimanche* interroge le ministre Le Maire : « *Avec le grand débat, plus rien ne va se passer pendant deux mois ?* » Réponse : « *Pas du tout (...). Nous continuons à travailler sur les grandes transformations annoncées par le président de la République : la réforme des retraites** (<https://latribunedestravailleurs.fr/2018/12/12/la-retraite-par-points/>), l'indemnisation du chômage, la fonction publique. » À quoi on pourrait ajouter les réformes Blanquer dans l'enseignement, etc. Autre question posée : « *À quoi servira le grand débat ?* » Réponse : « *C'est une chance historique pour les Français de se prononcer : quelles dépenses baisser pour réduire la fiscalité ?* » Comme on le lira dans ce journal, pour le gouvernement, la première dépense à baisser, ce sont les retraites. Et la principale fonction du « grand débat national » – avec ses rencontres, tables rondes, questionnaires et autres consultations –, c'est de faire croire que ce démantèlement des 42 régimes existants est plébiscité par « le peuple ».

Alors, assez de débats sur le débat ! L'urgence pour le [redacted] générale dans l'unité pour bloquer les contre-réformes du gouvernement. Comment avancer dans cette direction ? Cette question sera à l'ordre du jour de la deuxième rencontre des comités pour l'unité, le 2 février prochain.

** Sans pour autant remettre en cause leur participation à la « concertation »* (<https://latribunedesttravailleurs.fr/2018/12/06/la-concertation/>) sur les retraites.*

La Tribune des travailleurs – découverte

La Tribune des travailleurs vous propose un abonnement pour 7 euros et 5 numéros à titre promotionnel pour vous permettre de découvrir l'hebdomadaire sur plus d'un mois.

€7,00

- Éditoriaux

Thème : Dynamic News par ThemeZee.